

Les tribulations du professeur au pays du nucléaire

Jean-Claude Artus

Editions Ramsay, Paris

Mars 1998

Ce livre est né de l'agacement de son auteur devant la perception du risque nucléaire complaisamment entretenue auprès du public par les médias et certains opposants. Professeur de biophysique médicale et de médecine nucléaire à la Faculté de Médecine de Montpellier, Jean-Claude Artus a participé à de nombreuses commissions d'information ou d'études.

Enseignant par dessus tout, il constate que, si le public se laisse ainsi influencer par des médias qui jouent de ses craintes et de ses émotions parce qu'avant tout leur rôle est de capter un auditoire, c'est parce que personne ne se préoccupe vraiment de lui fournir les moyens de se forger une opinion.

Certes, le nucléaire est une science difficile mais, somme toute, pas plus que d'autres et Jean-Claude Artus relève le défi d'expliquer, aussi simplement que possible mais avec rigueur et honnêteté, ce qu'est le nucléaire, la façon dont les rayonnements agissent sur le

vivant, la part des expositions artificielles et naturelles puisque, depuis l'origine des temps, la vie s'est développée dans un monde baigné de radiations.

Au passage, ce ne sont pas seulement les médias qui sont égratignés mais aussi certains de ses collègues médecins, certains enseignants qui oublient souvent le sens critique pour s'en remettre au on-dit, au « vu à la télé ».

A ses coups de griffe n'échappe pas non plus l'administration qui cède souvent à la tentation de régler sur la place publique ses conflits internes, ou le monde nucléaire encore trop tenté de garder le silence, héritage sans doute de son origine militaire.

En treize anecdotes, Jean-Claude Artus aborde l'ensemble des thèmes du risque nucléaire sous une forme simple et didactique, destinée au profane mais sans concession sur la rigueur. Un ouvrage à recommander au citoyen qui pense que la bonne participation à un débat important pour l'avenir du monde : développer ou non l'énergie nucléaire, implique un effort d'information et de réflexion personnelles pour ne pas être le jouet des manipulations des partisans ou des opposants au nucléaire.

« On ne peut rien faire Madame le Ministre »

Corinne Lepage

Albin Michel, Paris

Mars 1998

Ce livre est né d'une révolte, révolte contre les blocages de notre société et de ses gouvernements, révolte contre les faux débats entretenus à plaisir pour masquer les vrais problèmes, révolte contre le silence, les faux semblants, le théâtre d'ombres qui cache la défense des corporatismes. Le ton est donné dès l'introduction.

« Impuissant et obèse, son (il s'agit de l'Etat) archaïsme l'empêche de se transformer ... Il devient un obstacle à l'évolution de la société elle-même. Son inadaptation à notre époque, sa fossilisation sont d'autant plus graves que le monde change à une vitesse accélérée et que le fossé entre l'Etat et la société ne cesse de croître ».

Corinne Lepage n'hésite pas à donner des exemples précis et à citer des noms pour illustrer les fonctionnements d'un gouvernement où les corps de la haute fonction publique « font de la politique » à la place des politiques, dont beaucoup d'ailleurs sont issus de leurs rangs. L'existence de

lobbies est inévitable et même souhaitable mais, dans une démocratie, ils doivent travailler ouvertement et non pas agir dans le secret. La description de ses combats contre le lobby nucléaire, « les neutrons au pouvoir », permet à l'auteur de donner libre cours à sa verve.

Malgré les bonnes intentions, la réforme de l'Administration reste en panne. Sans doute y a-t-il dans notre pays une allergie à l'évolution et une glorification de la révolution. Ah, les nostalgies de 1968 ! Mais quel choc pourra engendrer les réformes indispensables d'une structure ministérielle archaïque, inadaptée et inefficace ? Pour le moment, les rapports se succèdent, les idées abondent mais rien ou presque ne bouge.

Plus grave, peut-être, la loi est devenue tellement complexe qu'elle ne peut plus être appliquée et souvent ne l'est pas ou pire l'est « selon que vous soyez puissant ou misérable ». Mais la fronde de la justice fait vaciller cet édifice, conséquence inéluctable de l'ouverture de notre société à l'Europe d'abord, au monde ensuite.

« Aujourd'hui, écrit-elle, le droit et la justice deviennent un instrument de transformation du politique et de

l'Administration ». Et on peut être sûr que l'avocate poursuivra sur ce terrain l'action du Ministre. La multiplication actuelle des affaires illustre cette évolution, choquante pour beaucoup d'hommes politiques qui, jusqu'à un passé récent, restaient convaincus de leur impunité.

La société française est, pour Corinne Lepage, une société en trompe-l'œil où le simulacre tue la politique. Ce « poker menteur » permet aux politiques de demeurer dans une bulle confortable où les engagements restent du domaine du virtuel. Au lieu de faire face au réel, on préfère entretenir un rêve sans rapport avec le poids de notre pays dans le monde et la situation réelle des relations économiques et politiques internationales.

L'ouvrage quitte ensuite le terrain du constat pour s'engager sur une réflexion sur l'avenir et poser quelques questions essentielles.

« A quoi sert le progrès ? » Force est de constater que la confiance aveugle en ses bienfaits a disparu et qu'il faut pourtant chercher des réponses pour ne pas laisser le champ libre à un scepticisme désabusé qui ne peut que conduire à la dissolution du tissu social.

Une nouvelle conception des droits et devoirs de chacun s'élabore autour de l'idée de l'héritage à transmettre à nos descendants, c'est-à-dire de notre responsabilité vis à vis des générations futures.

Peut-on fonder une morale sur cette base ? « Oui », répond l'auteur. Cette morale pourra-t-elle être assez forte pour l'emporter sur l'économie ? Il le faut et cela suppose de réinventer la démocratie.

Pour cela, il faut d'abord adapter notre pensée à la situation nouvelle qu'ont créée les progrès des techniques de communication. L'individu, plus autonome, est aussi plus vulnérable, surtout s'il ne fait pas partie des « manipulateurs de symboles ».

Cette autonomie est difficile à acquérir et à assumer, d'autant que la société a infantilisé et déresponsabilisé l'individu qui, s'il a largement compris qu'il était « créancier de droits », a oublié (ou fait mine d'oublier) qu'il était aussi « débiteur d'obligations ».

Il est temps de redécouvrir la solidarité. C'est bien cette redécouverte qu'illustre la multiplication des associations, preuve que l'Etat n'est plus le seul détenteur de l'intérêt général et même,

qu'il est désormais impuissant à assumer ce monopole qu'il s'était arrogé. Ce sont ces mouvements sociaux qui redéfiniront la politique dans un pays qui en est resté au jacobinisme et à Napoléon et qui voit Internet et l'Europe faire exploser le système.

« Les Français, dit l'auteur, ont un problème avec la réalité : ils ne l'acceptent pas ». Cela les empêche d'aborder leurs vrais problèmes et rend difficile une démocratie de participation. Corinne Lepage expose alors quelques idées sur lesquelles pourrait être fondée une VI^e République et qui permettraient de remettre la politique et les partis à leur vraie place, place qu'ils ont actuellement largement perdue dans l'esprit des Français.

Nos problèmes nationaux doivent être replacés dans les défis auxquels est confrontée la planète. La mondialisation doit être saisie comme une chance pour orienter l'avenir dans le sens des thèmes retenus à Rio dans l'Agenda 21. Les notions existent, comme l'écoefficient, reste à les diffuser. Mais la solidarité planétaire ne s'établira pas d'elle-même, et il faudrait mettre en place les structures nécessaires pour « humaniser la mondialisation ».

Pour construire l'avenir, l'Europe peut et doit montrer l'exemple pour offrir une alternative au modèle Américain. Ceci implique qu'on y redéfinisse le rôle de l'état-nation et que le citoyen européen accepte d'assumer pleinement ses responsabilités pour mettre en place une solidarité intelligente.

Les Français et l'environnement : attitudes et comportement

A. Dufour et J.-P. Loisel

Ademe

série « Données et Références »

1997

Cette analyse concerne trois thèmes :

- la pollution atmosphérique,
- les écoproduits,
- la gestion des déchets.

On y apprendra que si les Français sont théoriquement d'accord pour renoncer à leur véhicule afin de limiter la pollution, ils ne le feront guère de leur plein gré, qu'ils n'ont qu'une connaissance très vague des écolabels, mais qu'ils sont prêts, et le prouvent, à faire des efforts pour trier les déchets et retourner les déchets dangereux quand il est possible de le faire dans la pratique.

Energie 2010 - 2020

«Le contexte international»

Atelier présidé par Olivier Appert

Energie 2010 - 2020

«Les défis du long terme»

Atelier présidé par Benjamin Dessus

Commissariat général du Plan,
18 rue de Martignac 75700 Paris 07 SP - Avril 1998

Ces deux rapports présentent les travaux de deux ateliers réunis dans le cadre de la préparation du rapport « 2010-2020 » de la Commission Energie du Commissariat Général du Plan qui sera publié à l'automne.

Le premier rapport souligne que si les incertitudes sur la place des différentes énergies sont réduites d'ici 2010 à cause de l'inertie du système énergétique, par contre, la période 2010-2020 sera une période décisive pour l'avenir car on devra décider du renouvellement du parc énergétique aux Etats-Unis et en France. A cet horizon, l'Asie représenterait plus de 30 % des besoins mondiaux et la dépendance par rapport au pétrole restera forte alors que la ressource sera de plus en plus concentrée au Moyen-Orient.

Diminuer l'intensité énergétique est une priorité absolue, mais le monde énergétique sera profondément bouleversé par la libéralisation des marchés alors que les besoins de financements seront très importants. Face aux ruptures possibles (crises pétrolières, restructurations de l'industrie gazière, accident nucléaire, mobilisation contre l'effet de serre), les Etats devront repenser leur rôle de régulateur pour assurer la sécurité de l'approvisionnement des générations futures et limiter les consommations.

Le second rapport est une prospective à long terme (2050-2100) destinée à éclairer les travaux de la Commission. Le défi est de satisfaire aux besoins d'une population de 8 à 10 milliards d'individus en faisant face à quatre risques majeurs : le risque climatique, l'épuisement des énergies fossiles, le risque

nucléaire et la concurrence pour l'usage des sols. Aucun de ces risques n'est, actuellement, vraiment ressenti.

Le rapport préconise de donner la priorité à la maîtrise de la consommation en utilisant à la fois la technologie et les bons choix d'infrastructure. Seuls les scénarii de sobriété énergétique diminuent vraiment les risques précités.

L'atelier propose quatre orientations pour l'action :

- ✓ faire de l'efficacité énergétique un objectif prioritaire,
- ✓ agir, dès aujourd'hui, pour répondre aux défis du long terme,
- ✓ construire la transition par une gouvernance renouvelée,
- ✓ mettre à profit toutes les synergies possibles entre court et long terme.